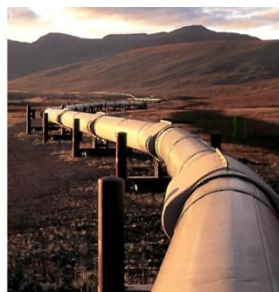


LA RUÉE VERS LE NORD

Les mégaprojets d'investissement industriel au Canada

Juin 2012



■ ADMINISTRATIONS PUBLIQUES RÉGIONALES

Comment l'activité d'investissement sur votre territoire se compare-t-elle aux autres régions canadiennes?

■ INVESTISSEURS INTERNATIONAUX

Dans quelles régions vos investissements seront-ils le mieux accueillis sur le plan sociopolitique ?

■ INSTITUTIONS FINANCIÈRES, SERVICES PUBLICS ET FOURNISSEURS DE PRODUITS ET SERVICES

Dans quelles régions se feront les développements majeurs en termes de nouveaux marchés pour vos produits et services ?

E&B DATA INC.
1260 rue Crescent
Montréal, Québec
CANADA
1-514-276-1700
www.ebdata.com

Confidentialité

Le contenu de ce rapport est strictement confidentiel et destiné exclusivement à son acheteur. Le rapport ne peut être copié, reproduit, revendu, affiché, transmis ou distribué de quelque façon que ce soit. Les contrevenants s'exposent à des poursuites.

© 2012, E&B DATA Inc.

Table des matières

Introduction.....	5
E&B DATA	6
Méthodologie	7
Faits saillants	8
Portraits provinciaux	11
1.1 Alberta	11
1.2 Québec.....	13
1.3 Colombie-Britannique.....	15
1.4 Saskatchewan	16
1.5 Terre-Neuve-et-Labrador.....	18
1.6 Yukon	19
1.7 Territoires du Nord-Ouest	20
1.8 Ontario	20
1.9 Nunavut	21
1.10 Nouveau-Brunswick	22
1.11 Provinces sans mégaprojet	23
Conclusion	24
Annexe : Compendium statistique	25

Liste des tableaux et figures

Tableau 1 : Répartition provinciale des grands projets industriels annoncés ou en construction au Canada.....	9
Tableau 2: Alberta – Grands projets industriels annoncés ou en construction	12
Tableau 3: Québec – Grands projets industriels annoncés ou en construction.....	14
Tableau 4: Colombie-Britannique – Grands projets industriels annoncés ou en construction	15
Tableau 5: Saskatchewan – Grands projets industriels annoncés ou en construction	17
Tableau 6: Terre-Neuve-et-Labrador – Grands projets industriels annoncés ou en construction	19
Tableau 7: Yukon – Grands projets industriels annoncés ou en construction	19
Tableau 8: Territoires du Nord-Ouest – Grands projets industriels annoncés ou en construction	20
Tableau 9: Ontario – Grands projets industriels annoncés ou en construction	21
Tableau 10: Nunavut – Grands projets industriels annoncés ou en construction	22
Tableau 11: Nouveau-Brunswick – Grands projets industriels annoncés ou en construction	22
Figure 1 : Valeur des mégaprojets et PIB par province	10

Introduction ■ ■ ■

● ● ●

Au-delà de la disponibilité des ressources naturelles et des infrastructures les rendant accessibles, le soutien sociopolitique régional constitue un facteur de localisation des grands projets.

Les provinces et territoires canadiens varient sur ces points.

● ● ●

Les mégaprojets industriels méritent une attention particulière parce qu'ils représentent une part importante de l'investissement industriel total et parce qu'ils sollicitent particulièrement les administrations publiques. Qu'il s'agisse d'infrastructures physiques, d'accès aux ressources (minéral, droit d'eau, énergie), de fiscalité, de contrôle étranger, de création d'emploi, de transformation locale ou de structuration industrielle et régionale, les administrations publiques jouent un rôle primordial dans l'attraction de ces projets, leur réalisation effective et la maximisation de leurs retombées pour l'économie et les finances publiques.

Les administrations publiques sont d'autant plus sollicitées que les grands projets, de par leur visibilité et leur envergure, suscitent des réactions dans la société. Des sensibilités particulières, parfois véhémentes, reliées à des enjeux sociaux ou historiques, s'affichent en effet dans certaines provinces.

Comme on le verra, la majorité des projets d'investissement concernent des ressources non-renouvelables, dont la durée de vie se situe généralement entre 15 et 30 ans. La durée de vie des infrastructures publiques qui y sont directement associées, quant à elle, peut facilement dépasser 50 ans. Comment réconcilier les objectifs des uns et des autres ? C'est le difficile équilibre auquel investisseurs privés et communautés d'accueil doivent parvenir.

Le portrait d'ensemble présenté dans ce document intéresse également les grands investisseurs : ceux-ci seront confrontés à une rareté de ressources – on parle ici davantage de la rareté croissante des ressources humaines ou encore de limitations en termes d'infrastructures que de ressources naturelles. Ces investisseurs doivent impérativement gagner le soutien des administrations publiques, qui elles ont des comptes à rendre à leurs commettants. Dans plusieurs provinces, les grands projets d'investissement sont nombreux à l'heure actuelle : les administrations publiques se trouvent donc dans un marché d'acheteurs. Parions que les projets favorisés par les administrations seront ceux qui arriveront le mieux à faire la preuve de leur contribution nette à la collectivité.

Ce rapport examine la situation par province. Chaque section présente les projets les plus importants, et met en relief certains facteurs qui pourraient influencer la matérialisation de ces projets. Enfin, le lecteur pourra consulter en annexe les indicateurs macro-économiques de base pour chaque province.

E&B (Economic & Business) DATA est une société d'analyse économique indépendante spécialisée dans le secteur industriel et plus particulièrement dans l'industrie lourde. On retrouve parmi ses clients des investisseurs privés, des associations industrielles, des administrations publiques et des syndicats. Par le biais de CAPEX-en-ligne, elle suit en temps réel et depuis plus de dix ans les activités d'investissement industriel au Canada.

E&B DATA réalise régulièrement des études d'impact économique relatives à des investissements industriels de grande envergure, dont la valeur totale dépasse les 200 milliards \$, et ce, tant au Canada qu'à l'international.

E&B DATA tient à présenter une information à jour et fiable. Les questions et commentaires sont bienvenus et pourront contribuer à l'amélioration des publications futures. Toutefois, nous ne pouvons garantir l'exactitude de toutes les données exposées dans ce rapport et toute information critique pour le lecteur devra être vérifiée indépendamment. E&B DATA se dégage de toute responsabilité à cet égard.

Pour tout commentaire, faites parvenir un courriel à info@ebdata.com.

Méthodologie ■ ■ ■

Ce rapport est fondé sur la revue des annonces publiques relativement aux grands projets d'investissement privé. Les projets considérés en sont donc soit à l'étape de construction, soit aux étapes préalables (pré faisabilité, faisabilité, attente d'autorisations environnementales, accès à des blocs énergétiques). Bien que les annonces soient parfois difficiles à interpréter (ex. : répétition d'une annonce antérieure), elles constituent une base factuelle à partir de laquelle travailler. Les projets retenus sont ceux qui concernent un site précis, avec une valeur établie et un calendrier de réalisation. Ce dernier demeure cependant sujet à changement. En effet, les projets peuvent être accélérés, retardés, voire abandonnés en fonction de la conjoncture internationale, de la situation financière de la compagnie ou du degré de soutien des administrations publiques. C'est ce que les publications prochaines tenteront de suivre.

● ● ●
À la base de
l'analyse : les projets
dont la valeur
annoncée dépasse le
milliard \$, dans les
secteurs des mines,
et de la fabrication,
incluant le transport
d'hydrocarbures
(ex. : gazoducs).

- **Secteurs retenus.** Les industries retenues sont celles reliées à l'extraction minérale et au transport d'hydrocarbures (pipe-lines, ports méthaniers), ainsi que les industries manufacturières. La valeur des projets est telle qu'annoncée publiquement; à noter que celle-ci peut varier dans le temps. Les publications futures retraceront ces variations.
- **Projets retenus.** Les projets retenus sont ceux dont la valeur totale annoncée est d'un milliard \$ et plus. Certains projets dont la valeur est inférieure ont été retenus, soit parce que leur valeur se rapproche du milliard, soit parce que l'entreprise annonce plus d'un milliard de \$ en dépenses d'immobilisation dans plus qu'un de ses établissements au Canada.

Enfin, le statut des projets est parfois incertain; certains projets annoncés peuvent être abandonnés sans que l'annonce en ait été faite. D'autres projets annoncés ne sont pas encore comptabilisés dans cette publication (en cours de validation). À noter que toutes les valeurs présentées dans ce document sont en dollar canadien.

Faits saillants ■ ■ ■

Les investisseurs : « On a vu pire »

L'incertitude de l'année a déjà été escomptée par les investisseurs.

2012 est une année d'incertitudes sur tous les plans : économique, financier (Europe), fiscal, politique (élections et changements de garde aux États-Unis et en Chine) et social. Ces éléments ont déjà été considérés par les investisseurs. En effet, il est pertinent ici de rappeler que la réalisation d'un mégaprojet est un processus dynamique de longue durée. Il peut facilement s'écouler huit à dix ans entre l'étude de préféabilité et la production de la première tonne de minerai ou le premier baril de pétrole. Bien de l'eau peut donc couler sous les ponts, et si la date du déclenchement des travaux peut être affectée par des événements conjoncturels, les considérations structurelles de long terme demeurent plus importantes. Ici, l'hypothèse de base est la formation d'une classe moyenne de plus en plus riche, notamment en Chine, et bientôt en Inde. L'essoufflement de la croissance en Chine et les baisses de prix des matières premières n'inquiètent pas encore les grands investisseurs au point de leur faire reporter leurs projets.

● ● ●
La volatilité
de 2012 ? Les
investisseurs en ont
vu d'autres,
et les annonces
de nouveaux projets
continuent de se
multiplier.

● ● ●

Positionnement du Canada : grand gagnant de la nouvelle donne

La prime du Canada. Alors que les marchés européens et américains sont caractérisés par une volatilité persistante et que la Chine démontre elle aussi des signes d'incertitude économique, le Canada représente une opportunité exceptionnelle pour l'investisseur, qu'il s'agisse de risque pays ou de risque souverain, et à plus forte raison lorsque les montants en jeu sont considérables. En effet, le Canada se démarque en terme de stabilité lorsqu'on le compare à la plupart des autres pays de l'OCDE, et davantage lorsqu'on le compare aux autres grands pays réservoirs de ressources naturelles dans le monde (Russie, Chine, Congo). Les investisseurs internationaux avec des projets au Canada ont donc davantage de marge de manœuvre pour absorber/justifier des coûts d'investissements initiaux apparemment plus élevés.

Le portefeuille gagnant des matières premières au Canada. Le Canada présente un portefeuille de ressources naturelles qui font l'objet d'une forte demande sur les marchés qu'il s'agisse de pétrole, de minerais industriels et agricoles, de métaux précieux et autres minéraux stratégiques. Après le choc de 2008, les prix des principales matières

• • •

Le Canada présente la combinaison unique d'être un des rares grands réservoirs de ressources naturelles, avec un état de droit, une économie stable et des finances publiques sous contrôle.

Les coûts plus élevés que chez ses concurrents principaux sont compensés par une prime de risque moindre.

• • •

• • •

Augmentation nette de plus de 20 milliards \$ de valeur des mégaprojets industriels depuis la fin 2011.

• • •

premières canadiennes se retrouvent globalement aux niveaux de 2005. La croissance des prix demeure suffisamment élevée pour permettre l'exploitation de projets rentables.

Tendances de l'investissement au Canada : à la hausse. E&B DATA observe une hausse de la valeur totale des mégaprojets industriels depuis le dernier trimestre 2011. Terre de prédilection dans la course mondiale aux ressources naturelles, le Canada voit se multiplier les mégaprojets industriels (1 milliard \$ et plus). En avril 2012, E&B DATA recensait en effet 101 projets dans les provinces et territoires canadiens, représentant une valeur globale de 311 milliards \$, alors que cette valeur s'établissait à 290 milliards \$ à la fin de 2011.

Tableau 1 : Répartition provinciale des grands projets industriels annoncés ou en construction au Canada – Nombre et valeurs – Avril 2012

Rang	Provinces	Nombre	Valeur des projets (MM\$)	Part
1	Alberta	38	129,1	41,5%
2	Québec	15	36,5	11,7%
3	Colombie-Britannique	15	33,0	10,6%
4	Saskatchewan	10	29,5	9,5%
5	Terre-Neuve-Labrador	8	22,9	7,4%
6	Yukon	2	20,8	6,7%
7	Territoires du Nord-Ouest	2	17,2	5,5%
8	Ontario	7	10,0	3,2%
9	Nunavut	2	6,1	2,0%
10	Nouveau-Brunswick	2	5,7	1,8%
Ensemble du Canada		101	310,8	100,0%

Source : E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Les provinces : rééquilibrage économique

Les deux tiers de la valeur totale des investissements se rapportent à des investissements en cours ou projetés dans l'extraction de pétrole - essentiellement celui des sables bitumineux - ou dans l'extraction de gaz et la construction de pipelines et de gazoducs. Rien d'étonnant alors à ce que l'Alberta se taille la part du lion, avec 38 projets d'une valeur de 129,1 milliards \$, soit 41,5 % de la valeur totale des mégaprojets canadiens.

Loin derrière suivent le Québec et la Colombie-Britannique, qui, grâce aux richesses minérales au nord de leur territoire, comptent 36,5 et 33 milliards \$ de projets, respectivement, soit une proportion de 11,7 % et 10,6 % du total canadien. La Saskatchewan se tire aussi bien d'affaire (4^e), grâce à ses richesses en potasse. La ruée vers le nord ou vers les hydrocarbures explique la bonne position de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, qui se partagent les 5^e, 6^e et

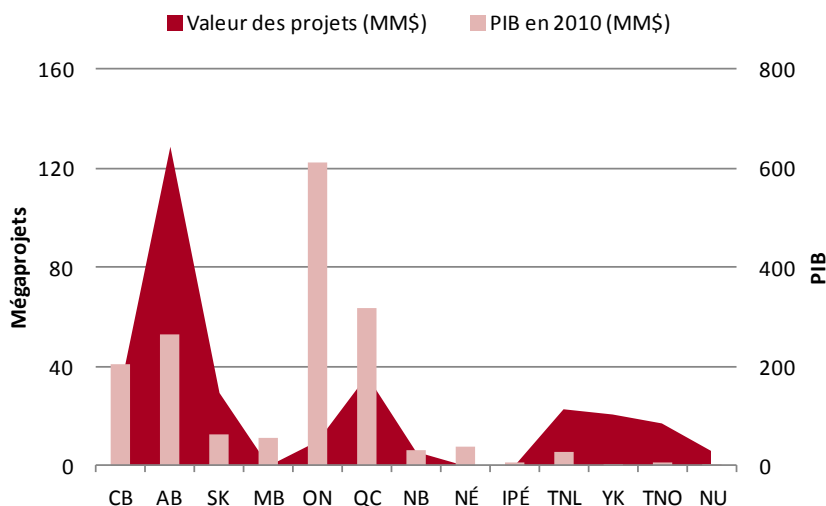
• • •

L'Ouest canadien :
près des deux tiers
de la valeur des
grands projets
d'investissement
industriel au Canada
alors
qu'il ne fournit que
33 % du PIB... pour
l'instant.

• • •

7^e places du palmarès, places qui n'ont rien de commun avec leur contribution limitée au PIB canadien. Aucun mégaprojet n'a été recensé en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Manitoba.

Figure 1 : Valeur des mégaprojets et PIB par province



Source : E&B DATA. Capex-en-ligne, 2012.

L'envergure de ces investissements productifs et leur répartition géographique devraient cependant contribuer à changer l'importance économique relative des provinces, d'ici la fin de la décennie.



Portraits provinciaux ■ ■ ■

1.1 Alberta

• • •
Les cours élevés du pétrole compensent pour les contraintes albertaines : coûts de production et coûts de transport élevés. Les projets continuent donc de se multiplier en Alberta.
• • •

• • •
Si tous les projets d'exploitation des sables bitumineux se réalisent, la capacité albertaine de production de pétrole brut non conventionnel triplera.
• • •

Au premier rang des provinces canadiennes, l'Alberta représente une classe à part, accaparant près de la moitié de la valeur des mégaprojets canadiens, pour une valeur totale de 129,1 milliards \$. La province, qui compte pour 11 % de la population et 16 % du PIB canadien, rafle depuis 2004 près du quart des dépenses canadiennes d'investissements selon Statistique Canada, et surtout, la moitié des investissements industriels. Centrés sur le pétrole, les investissements industriels albertains ont certes chuté de 45 % en 2009, mais ont depuis lors repris du terrain et surpasseront de 12 % en 2012, à 52 milliards \$, le sommet de 2008.

30 des 38 mégaprojets recensés se rapportent à l'exploitation des sables bitumineux. Si tous ces projets se réalisent tel que prévu, la capacité albertaine de production de pétrole brut non conventionnel bondira de 3,5 millions de barils par jour, soit plus de deux fois la production actuelle de 1,6 millions (en 2010). Le développement de la province est donc de plus en plus intimement lié à l'exploitation des sables bitumineux, qui, avec tout le secteur de l'extraction de pétrole, emploie directement 150 000 personnes, soit 7 % de la main-d'œuvre totale, et autant que tout le secteur de la fabrication. Le gouvernement provincial y trouve également une large part de ses recettes; en effet, on prévoit que d'ici 2015, la production aura déjà augmenté de 50 %, ce qui rapportera alors 10 milliards \$ en redevances annuelles au gouvernement, soit le cinquième de son budget et presque autant que l'impôt sur le revenu des particuliers. Pendant ce temps, la production de pétrole conventionnel n'aura que légèrement augmenté, alors que celle de gaz naturel aura baissé, rapportant tout de même un total de 4 milliards \$ en redevances. Les réserves albertaines prouvées de pétrole sont de plus de 170 milliards de barils, à 99 % enfouis dans les sables bitumineux. De quoi exploiter pendant plus de 100 ans.

Cinq mégaprojets représentent à eux seuls 55,5 milliards \$ d'investissements dans les sables bitumineux à Fort McMurray. Le projet le plus important est celui de la société albertaine SilverBirch Energy, incidemment acquise au début d'avril 2012 par Teck Resources, de Vancouver. Le projet Frontier prévoit 14,5 milliards \$ pour une construction qui débiterait en 2016, et les installations pourraient produire jusqu'à 240 000 barils par jour pendant 35 ans. Deux autres projets gigantesques (11,6 milliards \$ et 10,9 milliards \$), sont quant à eux déjà en construction : celui de Suncor Energy et Total E&P Canada, qui produira en 2016 un volume de 200 000 barils par jour, et celui de Imperial Oil et ExxonMobil, qui produira jusqu'à 340 000 barils par jour. Total E&P Canada et Suncor Energy envisagent aussi un autre projet de 100 000 barils par jour dans la même région, dont la valeur pourrait approcher les 9 milliards \$, soit un montant



● ● ●
Principaux investisseurs en Alberta : SilverBirch Energy (13 % de la valeur totale des projets), Suncor Energy, Imperial Oil et Fort Hills Energy.

● ● ●
L'exportation des hydrocarbures albertains se heurte parfois à l'opposition de certains groupes régionaux, qu'il s'agisse de la Colombie-Britannique ou de certains états américains. Le déploiement des projets de gazoducs et pipe-lines sera à surveiller.

approchant celui de 9,6 milliards \$ prévu par Fort Hills Energy, pour la production de 160 000 barils par jour.

Tableau 2: Alberta – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
SilverBirch Energy	Fort McMurray	14,5	Sables bitumineux
Suncor Energy (51%) and Total E&P Canada (49%)	Fort McMurray	11,6	Sables bitumineux
Imperial Oil and ExxonMobil	Fort McMurray	10,9	Sables bitumineux
Fort Hills Energy	Fort McMurray	9,6	Sables bitumineux
Total E&P Canada et Suncor Energy	Fort McMurray	8,9	Sables bitumineux
Enbridge Pipelines	Edmonton	5,5	Pipeline
TransCanada Corporation	Hardisty	5,2	Pipeline
Suncor Energy	Fort McMurray	4,4	Sables bitumineux
North West Upgrading and Canadian Natural Resources	Redwater	4,0	Sables bitumineux
Syncrude	Fort McMurray	3,6	Sables bitumineux
BP Canada	Fort Saskatchewan	3,5	Sables bitumineux
Shell Canada	Peace River	3,5	Sables bitumineux
OPTI Canada	Anzac	2,8	Sables bitumineux
Conocophillips Canada Resources	Chisholm Mills	2,7	Sables bitumineux
Cenovus Energy	Christina Lake	2,7	Pipeline
Dover Operating	Fort McMurray	2,5	Sables bitumineux
Husky Energy	Fort McMurray	2,5	Sables bitumineux
SilverBirch Energy	Fort McMurray	2,5	Sables bitumineux
Shell Canada	Fort McMurray	2,0	Sables bitumineux
Shell Canada	Scotford	2,0	Sables bitumineux
Imperial Oil	Bonnyville	2,0	Sables bitumineux
Conocophillips Canada	Fort McMurray	2,0	Sables bitumineux
Cenovus Energy	Lac La Biche	2,0	Sables bitumineux
Suncor Energy	Fort McMurray	1,7	Sables bitumineux
Cenovus Energy/ConocoPhillips	Conklin	1,6	Sables bitumineux
Osum	Cold Lake	1,6	Sables bitumineux
MEG Energy Corporation	Christina Lake	1,4	Sables bitumineux
Devon Canada	Conklin	1,3	Sables bitumineux
Canadian Natural Resources (CNRL)	Cold Lake	1,3	Sables bitumineux
Ivanhoe Energy	Fort McMurray	1,3	Sables bitumineux
Cenovus Energy	Calgary	1,2	Autres
Enbridge	Hardisty	1,2	Pipeline
Canadian Natural Resources (CNRL)	Fort McMurray	1,1	Sables bitumineux
Swan Hills Synfuels	Swan Hills	1,0	Charbon gazéifié
Cenovus Energy	Fort McMurray	1,0	Sables bitumineux
Suncor Energy	Fort McMurray	1,0	Sables bitumineux
Syncrude	Fort McMurray	0,9	Autres
Syncrude	Fort McMurray	0,8	Autres

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Alors que ces cinq mégaprojets progressent de manière continue, il n'en est pas de même pour tous les autres projets prévus en Alberta. Par exemple, le projet Northern Gateway d'Enbridge, qui prévoit la construction d'un pipeline de 1 200 km devant relier Edmonton à la côte pacifique (5,5 milliards \$), fait face à l'opposition des Premières nations et des organismes environnementaux. Le projet Keystone de TransCanada Corporation (5,2 milliards \$), prévoyant la construction d'un pipeline de 1 900 km vers le Nebraska, s'est quant à lui vu refuser un permis, essentiel au déclenchement des travaux, par le gouvernement américain en janvier 2012. TransCanada demeure toutefois déterminée à mener son projet à terme et a récemment présenté une deuxième demande au gouvernement américain, dans laquelle un tracé alternatif est proposé. Les autorités américaines devraient rendre leur décision au début de 2013. Par

ailleurs, Suncor a mis sur la glace un projet de 4 milliards \$ dans les sables bitumineux, au nord de Fort Mc Murray.

Malgré ces quelques aléas, d'autres grands projets continuent de se dessiner en Alberta. Par exemple, un projet actuellement évalué à 4 milliards \$ de North West Upgrading et Canadian Natural Resource, à Redwater, pourrait démarrer en 2012; séparé en trois phases, ce projet totaliserait 15 milliards \$ d'investissements et vise une capacité de production de 150 000 barils par jour. Il n'en demeure pas moins que le développement économique actuel de la province repose essentiellement sur une seule ressource, les sables bitumineux, dont la rentabilité est déterminée par l'évolution instable des prix internationaux et dont les coûts d'extraction sont très élevés. Les impacts environnementaux reliés à l'exploitation des sables bitumineux sont par ailleurs souvent très critiqués à l'extérieur de la province ainsi qu'à l'international; l'opposition et la mobilisation de groupes favorisant la protection de l'environnement est donc un facteur additionnel à considérer par les investisseurs.

1.2 Québec

En avril 2012, la valeur des mégaprojets industriels atteignait au Québec un total de 36,5 milliards \$, soit près de 12 % du total canadien, alors que la province représente 23,5 % de la population et 20 % du PIB. La présente compilation ne comprend toutefois pas les projets hydroélectriques, généralement pris en charge par la société d'État Hydro-Québec, ainsi que les projets éoliens, nombreux actuellement. Abstraction faite de la prépondérance albertaine, le Québec tire donc bien son épingle du jeu, avec une série de mégaprojets industriels qui n'aura sans doute jamais été aussi bien garnie.

Dans une province qui compte habituellement de 5 à 6 milliards \$ de dépenses d'immobilisations industrielles par année, les mégaprojets recensés ont le potentiel de soutenir un volume élevé d'investissements pour encore plusieurs années. Déjà en 2012, la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissements estimait que 9,5 milliards \$ seront dépensés au Québec par l'industrie minière et par l'industrie de la fabrication. L'augmentation de ces dépenses dépasse les 20 % par année depuis 2009.

Quinze projets sont ainsi en préparation, la majorité concernant l'exploitation minière. À elle seule, l'extraction du fer recueille plus de 25 milliards \$ en terme de projets, les deux plus ambitieux étant ceux de Adriana Resources/Wuhan Iron and Steel et de New Millenium/Tata Steel à Schefferville (17,5 milliards \$ pour ces deux projets combinés). Au deuxième rang viennent les projets de production d'aluminium primaire, avec plus de 7 milliards \$ d'investissements en cours ou projetés, que ce soit par Aluminerie Alouette, Alcoa ou Rio Tinto Alcan. L'extraction de nickel ou d'or compte deux mégaprojets, d'une valeur de près de 4 milliards \$.

• • •
À surveiller : le
développement de
gisements
d'hydrocarbures
dans le Golfe
du St-Laurent.
• • •



Le Québec : champion canadien des projets liés à la filière métallique, tant du côté minier (29 milliards \$) que de celui des métaux primaires (7 milliards \$).

À lui seul, le projet Lac Otnuk (13 milliards \$) est de loin le projet le plus grand.

À la disponibilité de ressources naturelles s'ajoutent celle de l'électricité, particulièrement abondante, voire en surplus pour quelques années. Le Québec devrait pouvoir attirer davantage de transformation secondaire.

Le projet minier le plus imposant est celui de Adriana Resources/Wisco, au Lac Otnuk près de Schefferville, évalué à 13 milliards \$. Le consortium vient de sceller son association et entreprend l'étude de faisabilité d'une mine de fer à ciel ouvert. Par ailleurs, le projet Taconite (4,5 milliards \$), de New Millenium et Tata Steel, prévoit l'exploitation de deux gisements limitrophes de fer, soit le Labmag situé à Terre-Neuve, et le Kémag, situé au Québec. La décision de développer un seul ou les deux projets sera prise au début de 2013, et aura évidemment d'importantes incidences sur les retombées dans chaque province. Pour fins de discussion, le projet est attribué au Québec dans la présente analyse.

Tableau 3: Québec – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Adriana Resources/Wuhan Iron and Steel	Schefferville	13,0	Fer
New Millenium et Tata Steel	Schefferville	4,5	Fer
Oceanic Iron Ore Corp.	Aupaluk	3,7	Fer
Royal Nickel	Amos	2,3	Nickel
Alouette	Sept-Îles	2,0	Aluminium
Rio Tinto Alcan	Saguenay	2,0	Aluminium
Champion Minerals	Fire Lake	1,4	Fer
Goldcorp	Nemiscau	1,4	Or
Arcelor-Mittal	Caniapiscau	1,2	Fer
Alcoa	Baie-Comeau	1,2	Aluminium
Severstal	Sept-Îles	1,0	Fer
Rio Tinto Alcan	Alma	1,0	Aluminium
Arcelor-Mittal	Port Cartier	0,9	Fer
Alcoa	Baie-Comeau	0,6	Aluminium
Alcoa	Deschambault	0,3	Aluminium

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Outre ces incertitudes frontalières, un des défis du Québec sera d'augmenter les retombées économiques des mégaprojets en encourageant le développement et la croissance d'une industrie de deuxième transformation. La totalité des mégaprojets recensés concerne pour le moment l'extraction ou la première transformation des métaux. En 2012, 60 % des investissements industriels réalisés au Québec seront attribuables à ces deux industries, un sommet jamais atteint en 20 ans. À la suite de l'effondrement de deux piliers traditionnels de l'industrie lourde québécoise, les pâtes et papiers et la pétrochimie, le développement de la filière métallurgique représente une fenêtre d'opportunité pour les pouvoirs publics.

La stratégie de développement économique du gouvernement du Québec mise principalement sur le «Plan Nord». Ainsi, pour attirer les investissements au nord du 49° parallèle, riche en ressources naturelles, le gouvernement envisage de participer au financement de certaines infrastructures (transport et lignes électriques) permettant l'exploitation de ces ressources. Avec l'exception notable de l'aluminium, dont la production est remarquablement stable comparativement aux autres produits de base, l'industrie québécoise risque de devenir plus vulnérable aux cycles des matières premières alors que déjà, son

● ● ●
Le modèle de développement économique relié aux ressources naturelles pourrait devenir un enjeu électoral au Québec dans les mois qui viennent.

industrie lourde devient moins diversifiée qu'auparavant (déclin de la pétrochimie et des pâtes et papiers).

Le plan est salué par les uns et décrié par les autres; en effet, certains y voient un retour au «duplessisme», du nom de l'ancien premier ministre Duplessis qui, dans les années 1950, bradait le minerai aux compagnies minières pour «un sous la tonne». Le modèle de développement associé au Plan Nord et plus spécifiquement la question des retombées économiques pourrait devenir un enjeu important lors des élections qui auront lieu d'ici un an.

1.3 Colombie-Britannique

La province, qui représente 13 % de la population canadienne et du PIB, se tire fort bien d'affaire au chapitre des mégaprojets. On y recense en effet quinze projets, d'une valeur totale de 33 milliards \$, soit près de 11 % des mégaprojets canadiens.

Tableau 4: Colombie-Britannique – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Kinder Morgan Canada	Kitimat	5,5	Pipeline
NovaGold Resources and Teck Cominco	Stewart	4,0	Cuivre-zinc
Pretium Ressources	Stewart	3,4	Or-argent
Rio Tinto Alcan	Kitimat	3,3	Aluminium
Hard Creek	Dease Lake	3,0	Nickel-cuivre
Apache Canada, Encana, EOG Resources Canada, Kitimat LNG	Kitimat	3,0	Port méthanier
Seabridge Gold	Stewart	1,6	Or-argent
Copper Fox Metals	Stewart	1,6	Nickel-cuivre
Canadian Kailuan Dehua Mines	Hudson's Hope	1,4	Charbon
Terrane Metals	Fort St. James	1,3	Or-argent
Apache Canada	Kitimat	1,2	Gazoduc
Taseko Mines	Williams Lake	1,1	Or-argent
TTM Resources	Vanderhoof	1,0	Molybdène
Avanti Mining	Prince Rupert	0,8	Molybdène
EnCana	Fort Nelson	0,8	Gaz naturel

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

● ● ●
Kitimat sera la terre d'accueil d'un terminal de gaz naturel et d'un gazoduc et de grands travaux de modernisation de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan.

Grâce à un boom dans les investissements miniers et dans la première transformation des métaux, la Colombie-Britannique s'est rapidement remise de la dégringolade des investissements industriels survenue en 2009, qui alignent depuis lors une croissance moyenne de 33 % par an. Selon Statistique Canada, les investissements industriels atteindront ainsi un record de plus de 14 milliards \$ en 2012, soit un montant de près de 75 % supérieur à celui de 2008.

Neuf des quinze projets sont liés à l'exploitation des ressources minérales, quatre concernent la production ou le transport de gaz ou de pétrole, un projet est lié au charbon et un à l'aluminium. Ce dernier projet, d'abord évalué à 2,5 milliards \$, puis révisé à la hausse à 3,3 milliards \$, consiste en la modernisation de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan à Kitimat, et sa construction est sur le point de



• • •

La Colombie-Britannique était réputée il n’y a pas si longtemps pour son hostilité aux grands projets industriels.

L’opposition demeure vive et organisée dans certaines communautés locales, notamment par rapport aux projets de transport d’hydrocarbures albertains.

• • •

démarrer. Kitimat sera aussi, dès 2012, la terre d’accueil d’un complexe gazier, incluant un terminal de gaz naturel (3 milliards \$) et l’aboutissement d’un gazoduc (1,2 milliards \$).

La région de Stewart, plus au nord à la frontière de l’Alaska, est également promise à une intense activité, avec quatre projets miniers d’une valeur totale de plus de 10 milliards \$. Les minéraux visés sont le cuivre, le zinc, le nickel, l’or et l’argent. Enfin, deux projets d’exploitation du molybdène sont prévus, d’une valeur d’un milliard \$ chacun, par TTM Resources et Avanti Mining.

La présence de la Colombie-Britannique parmi les lieux favorisés par les investisseurs industriels constitue un revirement d’importance par rapport à la situation qui prévalait au cours de la dernière décennie. Les administrations publiques étaient peu favorables aux grands projets dans la province, et le fiasco du projet Kemano des années 1980 symbolise, encore aujourd’hui, les tensions possibles entre intérêts publics et privés. En effet, bien que les administrations publiques provinciales favorisent davantage aujourd’hui le développement de grands projets industriels dans la province, certains acteurs locaux demeurent hésitants à accueillir des investisseurs privés dans leur communauté. Ainsi, l’impact des mégaprojets industriels sur les communautés locales demeure considérable, résultant parfois en des bouleversements sociaux. Beaucoup de projets de pipeline, dont celui de 1,2 milliards \$ d’Apache Canada, font en outre face à l’opposition de groupes environnementaux.

Malgré la présence marquée de mégaprojets, le marché de l’emploi demeure précaire dans la province, avec un taux de chômage de près du 7 %. Ce taux demeure en effet supérieur aux taux observés avant la récession, et est également plus élevé que pour le reste des provinces de l’ouest. L’exploitation minière emploie moins de 10 000 personnes, soit 0,5 % de la main-d’œuvre de la province. Même en tenant compte du un à deux milliers de nouveaux emplois promis par les mégaprojets, il semble que la relance de l’emploi demeurera ardue dans une province qui, avec la Nouvelle-Écosse, connaît la plus faible création d’emplois depuis 2008. Le secteur manufacturier a perdu 20 000 emplois (-11 %) depuis 2008, dont 10 000 dans la production de bois ou de papier. Dans l’ensemble, les mégaprojets n’auront vraisemblablement qu’un effet marginal sur le niveau d’emploi dans la province.

1.4 Saskatchewan

La Saskatchewan se signale historiquement au Canada comme le berceau du socialisme « à la canadienne ». Bien que cette identité se soit fortement atténuée au cours des dernières décennies, elle continue d’influencer la direction qu’y prend l’investissement industriel. La tentative d’acquisition de PotashCorp par BHP Billiton en 2010 avait en effet éveillé des sentiments nationalistes ardents. Le souci pour la propriété collective des ressources



• • •
 L'affirmation de la propriété collective de la Saskatchewan, démontrée par son opposition au projet de BHP Billiton, ne décourage pas les grands investisseurs.

naturelles demeure bien ancré et celle-ci prend des formes inusitées dans le contexte canadien : ainsi il s'agit de la seule province où le raffinage de pétrole est réalisé en partie sous le mode coopératif (ex. : CCRL).

La province n'est pas ignorée pour autant par les grands investisseurs privés et la province récolte ainsi dix mégaprojets (valeur de 29,5 milliards \$) soit 9,5 % du total des mégaprojets canadiens comparativement à 3,9 % pour son poids économique dans le PIB canadien. Projets de toutes tailles confondus, la province accapare ces dernières années 10 % des dépenses en investissement industriel au Canada. Rien d'étonnant alors à ce que la Saskatchewan affiche actuellement la plus forte croissance provinciale du PIB, après la province de Terre-Neuve-et-Labrador, qu'elle pourrait d'ailleurs bientôt devancer. La Saskatchewan bénéficie du plus faible taux de chômage au Canada, malgré une création d'emplois relativement faible. L'extraction minière, pétrolière ou gazière y compte maintenant presque autant d'emplois (24 000) que la fabrication (27 000). Plus du quart (28 %) des revenus du gouvernement provincial provient des taxes ou redevances sur les ressources non renouvelables.

Six des mégaprojets recensés en décembre 2011 visent l'exploitation de potasse, tandis que les autres touchent l'extraction de diamant, d'uranium et de charbon ainsi que le raffinage de pétrole.

Tableau 5: Saskatchewan – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
BHP Billiton	Lanigan	12,0	Potasse
K + S	Belle Plaine	3,3	Potasse
Potash Corporation of Saskatchewan (PotashCorp)	Rocanville	2,8	Potasse
Karnalyte Resources	Wynyard	2,0	Potasse
Consumer's Co-Operative Refineries (CCRL)	Regina	1,9	Raffinerie de pétrole
Shore Gold	Prince Albert	1,9	Diamant
Cigar Lake Mining Corp (Clmc)	La Ronge	1,8	Uranium
Agrium	Vanscoy	1,5	Potasse
Coalspur Mines	Hinton	1,2	Charbon
Potash Corporation of Saskatchewan (PotashCorp)	Corman Park	1,1	Potasse

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Le mégaprojet dont la valeur est la plus élevée est celui de la société australienne BHP Billiton, celle-là même qui s'est vu refuser par Ottawa en novembre 2010 l'acquisition de PotashCorp. Le projet, pour lequel la compagnie a déjà investi 2 milliards \$, pourrait engendrer un total de 12 milliards \$ d'investissements. La compagnie en est actuellement au stade de l'étude de faisabilité, après avoir reçu l'aval des autorités environnementales de la province. On prévoit la production de 8 millions de tonnes de potasse pendant 70 ans, à Lanigan à l'est de Saskatoon, et ce dès 2015.

Pendant ce temps, PotashCorp poursuit elle-même deux mégaprojets, d'une valeur totale de 3,9 milliards \$. Ces deux projets (Rocanville Mine Expansion et Cory Division) sont en construction et ajouteront près de 6 millions de tonnes à

• • •
 Saskatchewan : six mégaprojets visent l'exploitation de la potasse.



• • •
**Les projets
pétroliers
se poursuivent
au large
de Terre-Neuve.**

**Le gouvernement
n'arrête pas ses
efforts de
diversification de
l'économie par la
transformation en
aval des matières
premières.**

**À surveiller :
l'attraction de
mégaprojets dans le
domaine de
l'aluminium
primaire et dans
celui du traitement
de données
informatiques,
lorsque
3 000 MW
deviendront
disponibles au
Labrador vers la fin
de la décennie.**

• • •

la capacité de production annuelle de la firme canadienne. De plus, Potash One, une société canadienne vendue en 2010 à la société allemande K+S, développe un projet de 3,25 millions de tonnes à Belle Plaine.

Sur le front énergétique, CCRL complète actuellement l'ajout d'une capacité de 130 000 barils par jour à sa raffinerie de Regina. Sur le plan minier, le projet de mine de diamants de Shore Gold à Prince Albert a été suspendu en mars 2012 dû à des difficultés de financement, mais celui de Cigar Lake Mining Corp, dans l'uranium, est en construction. Par ailleurs, la phase 1 du projet Vista Coal, de la compagnie australienne Coalspur Mines, est prévue pour 2013 et pourrait produire jusqu'à 5 millions de tonnes de charbon par année pendant 20 ans.

1.5 Terre-Neuve-et-Labrador

Avec 22,9 milliards \$ de mégaprojets, la province se classe cinquième au Canada, recueillant 7,4 % de la valeur des projets, et ce sans compter les projets de centrales hydroélectriques de Gull Island et Muskrat Falls (6,2 milliards \$), dans le cours inférieur du fleuve Churchill. Avec une population et un PIB représentant à peine 2 % du total canadien, la province continue d'être une des plus dynamiques sur le plan économique. Les dépenses d'investissements industriels ont bondi de 50 % en 2010 et 2011, et 2012 s'annonce tout aussi active. Après une chute en 2009, l'emploi s'est remis à croître dans la province, à un rythme annuel de 3 %. L'exploitation minière et pétrolière compte maintenant autant d'emplois (10 600) que l'industrie de la fabrication.

Quatre mégaprojets concernent l'extraction et le raffinage de pétrole. Le principal est celui de ExxonMobil, qui prévoit un investissement de 8,3 milliards \$ pour la construction d'une nouvelle plateforme de forage *offshore*. Le début des constructions est prévu pour 2013. Husky et ExxonMobil envisagent également deux autres mégaprojets dans la province. Par ailleurs, Newfoundland and Labrador Refining Corporation (NLRC, ou Nalcor), qui prévoyait la construction d'une raffinerie de 4,6 milliards \$ (300 000 barils par jour) près de Arnolds Cove, a dû mettre son projet en suspens.

Dans le secteur minier, les richesses en nickel et en fer sont à l'origine de deux mégaprojets d'une valeur totale de 4,8 milliards \$. L'un des deux concerne une usine de traitement du nickel extrait dans la province, qui permettrait la production de 50 000 tonnes de nickel par année. Le gouvernement terre-neuvien, désireux de stimuler le secteur de la transformation locale, avait autorisé le projet d'extraction conditionnellement à l'implantation de cette usine. Le tiers du budget de la province reposant sur les redevances pétrolières, la diversification industrielle est désirée par les autorités provinciales, qui comptent notamment sur le pouvoir d'attraction que constituera la mise en disponibilité de plus de 3 000 MW suite à la complétion des projets sur le cours inférieur de la rivière

Churchill. Les secteurs visés comprennent la production d'aluminium et les grands centres de données (*data centers*).

Tableau 6: Terre-Neuve-et-Labrador – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
ExxonMobil Canada	St. John's	8,3	Pétrole
Newfoundland and Labrador Refining Corporation (NLRC)	Arnolds Cove	4,6	Pétrole
Husky Energy	St. John's	3,5	Pétrole
Vale	Happy Valley-Goose	2,7	Nickel
ExxonMobil Canada	St. John's	1,7	Pétrole
Alderon Iron Ore	Wabush	1,0	Fer
Iron Ore Company of Canada (IOC)	Labrador City	0,8	Fer
New Millenium et Tata Steel	Howells River	0,3	Fer

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

1.6 Yukon

Le Yukon est au centre du plus imposant mégaprojet du Canada. Foothills Pipe Lines, une filiale de TransCanada, prévoit construire un gazoduc de 2 800 km reliant Prudhoe Bay, au nord de l'Alaska, à la frontière entre l'Alberta et les États-Unis. Un peu plus de la moitié du trajet se trouverait en territoire canadien. Évalué à 20 milliard \$, le projet est par contre actuellement en suspens; en effet, le prix actuel du gaz naturel, environ cinq fois plus élevé en Asie qu'en Amérique du Nord, a forcé la compagnie à réévaluer sa stratégie.¹

Le Yukon pourrait aussi accueillir un projet d'extraction de plomb et de zinc, évalué à 800 millions \$. L'extraction minière et de pétrole génère annuellement environ 400 millions \$ d'investissements sur le territoire. L'activité d'exploration est intense et de nouvelles annonces sont à prévoir, bien que la faiblesse des infrastructures causera sans doute des délais quant au démarrage de tout projet dans la région.

Tableau 7: Yukon – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Foothills Pipe Lines	Whitehorse	20,0	Gazoduc
Selwyn Chihong Mining	Howard's Pass	0,8	Plomb-zinc

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

¹ Un tracé alternatif est ainsi envisagé, traversant l'Alaska du nord au sud, d'où le gaz serait envoyé par bateau vers l'Asie. Néanmoins, TransCanada a présenté, à la fin de 2011, une demande d'extension de permis, d'une durée de 10 ans, à Ressources Naturelles Canada.

● ● ●
Contrairement au pétrole, les prix du gaz naturel varient considérablement selon les régions et l'Amérique du Nord ne constitue plus un marché très rentable pour cette matière première.

Le projet de gazoduc de Foothills Pipe Line au Yukon pourrait être compromis par le déplacement du potentiel de marché de l'Amérique du Nord vers l'Asie.

Une activité d'exploration minière intense devrait sans doute aboutir à des annonces de grands projets dans les années qui viennent.

● ● ●

1.7 Territoires du Nord-Ouest

Le second mégaprojet le plus imposant au Canada se situe dans les Territoires du Nord-Ouest. Le Mackenzie Valley Pipeline est un projet de 16,2 milliards \$ prévoyant la construction d'un gazoduc de 1 200 kilomètres reliant le delta du fleuve Mackenzie, dans la mer de Beaufort, à la frontière nord-ouest de l'Alberta. Le projet est toujours à l'étude, après avoir obtenu en 2011 un certificat d'utilité publique de l'Office national de l'énergie. Cependant, certains partenaires du consortium semblent avoir des doutes sur les possibilités de développement, du moins à court ou moyen terme.²

Tableau 8: Territoires du Nord-Ouest – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Mackenzie Delta Producers Group	Taglu	16,2	Gazoduc
De Beers Canada	Lutselk'e	1,0	Diamant

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Un mégaprojet de mine de diamant est par ailleurs envisagé par De Beers au nord-est de Yellowknife et pourrait obtenir les autorisations environnementales en 2013. Selon Statistique Canada, les Territoires accueilleront en 2012 près de 800 millions \$ d'investissements en extraction minière, de pétrole ou de gaz, une hausse de 34 % comparativement à 2011. Ce montant ne représente toutefois que la moitié des investissements réalisés en 2007, lors de la construction de la mine de diamant de De Beers, à Snap Lake.

1.8 Ontario

Les sept mégaprojets industriels en Ontario, avec une valeur globale de 10 milliards \$³ ne constituent que 3,2 % de la valeur des mégaprojets industriels canadiens, alors que la province représente près de 40 % de la population et du PIB. La rareté des grands projets industriels n'a par contre pas empêché la province d'accaparer en 2011 près de 40 % des investissements manufacturiers, projets de toutes tailles confondus. Sur le plan de l'exploitation des ressources naturelles, la province ne représente rarement davantage que 5 à 10 % des investissements au Canada, ce qui explique la faible présence de la province dans le présent décompte des mégaprojets.

La province bénéficie d'une structure industrielle diversifiée, qui a toutefois été éprouvée par les difficultés du secteur automobile. Pour la première fois en vingt

² Shell tente de vendre sa part d'investissement dans le projet depuis la dernière année, alors que ConocoPhillips a récemment déprécié la valeur de ses actifs dans la région.

³ Exclut l'annonce récente (16 mai 2012) de Cliffs Natural Resources, qui prévoit construire une fonderie de 1,85 milliards \$ à Sudbury.

● ● ●
L'Ontario :
la seule province où
l'on retrouve des
mégaprojets non-
associés
aux matières
premières
(Ford et Ciena).

Bien que disposant
d'un sous-sol
géologique
bien garni, le
gouvernement
de l'Ontario s'est
concentré
sur la production
d'énergie.

Vale et Cliffs Natural
Resources, dans le
domaine des mines,
demeurent des
investisseurs
majeurs.

● ● ●

• • •
Les grands projets de construction ou de modernisation d'usines d'assemblage automobiles seront sans doute plus rares en Ontario que dans le passé.

• • •
Le gouvernement ontarien n'a plus la marge de manœuvre financière pour accorder l'assistance financière généralement attendue par les grands assembleurs automobiles.

ans, les dépenses d'investissements des industries pétrochimiques et du plastique surpasseront en 2012 celles de l'industrie du matériel de transport. Alors que le secteur automobile représentait presque la moitié des investissements manufacturiers dans la province au cours des belles années, sa part est maintenant réduite à 25 %. Un seul projet de l'industrie automobile – celui de Ford à Toronto (800 millions \$) – se glisse parmi la liste des grands projets, aux côtés de six mégaprojets touchant l'extraction minérale et un autre dans la fabrication. Pour mettre en branle son projet de modernisation d'Oakville, Ford attend toutefois une décision des gouvernements pour une subvention équivalente à celle de 30 % accordée à Toyota. Le second projet manufacturier, celui de Ciena à Ottawa, concernant le matériel informatique (900 millions \$), est aussi une modernisation d'installations.

Le projet dont la valeur est la plus élevée concerne l'extraction de chromite à Webequie, par la compagnie américaine Cliffs Natural Resources. Dans le secteur minier, la société brésilienne Vale compte investir 2 milliards \$ à son complexe de fonte et d'affinage de cuivre de Copper Cliff, dans des projets reliés à la réduction des émissions atmosphériques. L'or compte deux mégaprojets relatifs à de nouvelles mines : celui de Detour Gold, en construction au nord est de Cochrane, et celui à l'étude d'Osisko, au nord d'Atikokan. Deux autres mégaprojets concernent le cuivre et le fer. Par ailleurs, The Highland Companies prévoit la construction d'une carrière d'agrégats près d'Orangeville; ce projet de grande envergure (2 300 acres) fait toutefois face à beaucoup d'opposition, principalement en relation avec les impacts environnementaux qu'il pourrait générer. La valeur de ce projet demeure inconnue.

Le gouvernement ontarien oriente davantage ses efforts vers le développement énergétique (nucléaire, solaire et éolien surtout), non couvert par la présente étude. L'important déficit budgétaire du gouvernement ontarien limite aussi sa capacité à stimuler la relance du secteur industriel.

Tableau 9: Ontario – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Cliffs Natural Resources	Webequie	3,3	Chromite
Vale	Copper Cliff	2,0	Nickel-cuivre
Detour Gold	Cochrane	1,2	Or-argent
Bending Lake Iron	Atikokan	1,0	Fer
Ciena Canada	Ottawa	0,9	Matériel informatique
Osisko	Atikokan	0,9	Or
Ford Canada	Toronto	0,8	Automobile

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

1.9 Nunavut

Vaste mais peu peuplé, le Nunavut représente seulement 0,1 % du PIB canadien. Les investissements industriels, essentiellement miniers, y atteignent

• • •
**Le Nunavut :
nouveau sur la
carte des grands
investisseurs,
avec Baffinland
Iron Mines et
Areva.**
• • •

environ 600 millions \$ par an; 4,1 milliards \$ pourraient s’y ajouter en 2013 avec le démarrage éventuel de la construction du projet de mine de Baffinland Iron Mines, qui aurait une capacité de 18 millions de tonnes par an. Le projet a réussi les premières étapes d’études d’impact environnementales au début de 2012. Un projet d’extraction d’uranium de 2 milliards \$ dans la région de Kivalliq est également à l’étude.

Tableau 10: Nunavut – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Baffinland Iron Mines Corp.	Pond Inlet	4,1	Fer
Areva Resources	Kivalliq	2,0	Uranium

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

1.10 Nouveau-Brunswick

• • •
**Nouveau-
Brunswick : les
investissements
dans la potasse
(PotashCorp et
Atlantic Potash)
prennent la relève
des investissements
dans le secteur
du raffinage
de pétrole.**
• • •

La province compte deux mégaprojets, celui de PotashCorp et celui d’Atlantic Potash, tous deux à Sussex. Le projet Millstream d’Atlantic Potash, d’une valeur de 4 milliards \$, prévoit l’extraction d’environ 256 millions de tonnes de potasse, et ce dès 2014. Le projet de PotashCorp de 1,7 milliard \$ comprend le développement d’une nouvelle mine d’une capacité annuelle de deux millions de tonnes de potasse et l’accroissement de 1,2 millions de tonnes de la capacité de la mine actuelle.

Depuis quelques années, la province réussit à générer 1 milliard \$ d’investissements industriels, notamment dans l’extraction minière et le raffinage de pétrole; les projets dans ces secteurs sont cependant relativement réduits. La province attire environ 1 % des investissements industriels canadiens, et un poids équivalent en termes de mégaprojets, alors qu’elle représente environ 2 % de la population et du PIB canadien. La fabrication et l’exploitation minière représentent 10 % des 352 000 emplois de la province, comparativement à une moyenne canadienne de 12 %. La province n’a pas encore récupéré les emplois perdus depuis 2009.

Un autre mégaprojet de la province, non considéré dans notre compilation, est le projet de remise à neuf de la centrale nucléaire de Pointe-LePREAU, un projet de 1 milliard \$.

Tableau 11: Nouveau-Brunswick – Grands projets industriels annoncés ou en construction - Avril 2012

Investisseur	Ville	Valeur (MM\$)	Secteur
Atlantic Potash	Sussex	4,0	Potasse
Potash Corporation of Saskatchewan (PotashCorp)	Sussex	1,7	Potasse

Source: E&B DATA, Capex-en-ligne, 2012.

Dans une certaine mesure, ces projets prennent la relève du secteur pétrolier, qui avait vu des investissements d'envergure au cours des années 2000 (Irving à Saint-John).

1.11 Les provinces sans mégaprojet

La Nouvelle-Écosse représente près de 3 % de la population canadienne et 2 % du PIB ainsi que des dépenses d'investissements. Les investissements industriels n'ont toutefois jamais retrouvé les niveaux de la fin des années 1990 et du début des années 2000, lors du développement du projet d'exploitation des richesses de gaz naturel au large de l'île de Sable. Le dernier grand projet d'investissement vient d'être complété (le projet Deep Panuke d'Encana) et même si l'exploration de gaz *offshore* demeure intense, aucune nouvelle annonce n'a été faite depuis l'abandon du projet d'un milliard \$ de Stealth Venture, une compagnie junior canadienne, qui avait annoncé en 2007 la possibilité d'extraire le méthane renfermé dans les gisements de charbon du bassin (*coal bed methane*) de Cumberland. L'emploi stagne dans la province depuis 2008, le secteur industriel ayant perdu 7 500 emplois, soit 15 % des 51 500 emplois qu'il comptait en 2008.

Si l'absence de mégaprojets à l'Île-du-Prince-Édouard n'est guère étonnante étant donné la petite taille de la province (PIB et superficie), leur absence au Manitoba est plus remarquable. Cette absence au palmarès n'a toutefois pas empêché le Manitoba de voir presque doubler ses investissements industriels depuis 2008, en particulier dans l'extraction minière, de pétrole et de gaz. Le seul mégaprojet annoncé, soit celui de Iogen Corporation d'une valeur de 800 millions \$ pour la production d'éthanol, vient d'être abandonné (avril 2012).



Conclusion ■ ■ ■

• • •
Des secteurs de haute technologie à l'extraction de matières premières : le portrait des grands projets industriels a bien changé au Canada.

Les administrations régionales seront-elles en mesure d'attirer des projets de transformation ?
• • •

En un peu plus de dix ans, le portrait d'ensemble des mégaprojets industriels au Canada a profondément changé. Alors qu'au début de la décennie 2000-2010, les plus grands projets d'investissement privés se retrouvaient dans les secteurs des technologies de l'information, de l'aérospatiale, de l'assemblage automobile et du biopharmaceutique, ces secteurs ne forment plus en 2012 que 2 % de la valeur totale des plus grands projets d'investissement.

Alors que ces secteurs ont connu leur lot de difficultés, les prix des matières premières se sont envolés. Refroidis quelque peu par la crise de 2008, les prix des matières premières canadiennes ont repris leur tendance à la hausse, avec peu d'exceptions (ex. : gaz naturel). Les projets d'extraction et de transport de matière première se multiplient donc, alors que l'importance du secteur de la transformation au Canada demeure généralement faible. Il est généralement reconnu que la proximité des marchés devient un facteur de localisation plus important pour les unités de production industrielle au fur et à mesure que le niveau de transformation augmente. Cette dernière vérité pourrait être appelée à changer cependant.

En effet, le flux quasi-ininterrompu d'annonces de mégaprojets n'est pas sans limite. La saturation est-elle possible dans certaines régions ? Oui, dans la mesure où les investisseurs devront parfois se faire concurrence pour l'accès au soutien des administrations publiques (blocs d'énergie, permis), qui auront davantage de pouvoir de négociation quant aux différents projets qui leur sont soumis. Les administrations publiques qui voudront bien exercer ce pouvoir de négociation accru seront sans doute dans de meilleures conditions pour exiger un niveau plus élevé de transformation locale, qui demeure pour l'instant le parent pauvre du portrait de l'investissement industriel privé au Canada. Même si la plupart des investisseurs ne sont pas intégrés en aval, il est concevable que le pouvoir de négociation des plus grands d'entre eux puisse convaincre certains de leurs clients de s'établir au Canada.

Annexe

Tableau 1 : Principaux indicateurs économiques par province – 2011

Province	PIB (MM\$)		Population		Emploi		Taux de chômage	Superficie
	n	%	n	%	n	%	%	%
ON	612,5	37,7%	13 372 996	38,8%	6 731 300	38,9%	7,9%	11%
QC	319,3	19,7%	7 979 663	23,1%	3 955 300	22,9%	7,8%	15%
AB	263,5	16,2%	3 779 353	11,0%	2 094 700	12,1%	5,5%	7%
CB	203,1	12,5%	4 573 321	13,3%	2 275 000	13,1%	7,6%	9%
SK	63,6	3,9%	1 057 884	3,1%	525 800	3,0%	5,1%	7%
MB	54,3	3,3%	1 250 574	3,6%	624 400	3,6%	5,5%	6%
NÉ	36,4	2,2%	945 437	2,7%	452 600	2,6%	8,9%	1%
NB	29,4	1,8%	755 455	2,2%	352 200	2,0%	9,7%	1%
TNL	28,2	1,7%	510 578	1,5%	225 500	1,3%	1,3%	4%
ÎPÉ	5,0	0,3%	145 855	0,4%	72 000	0,4%	1,1%	0%
TNO	4,7	0,3%	43 675	0,1%	n.d.	n.d.	n.d.	13%
YK	2,3	0,1%	34 666	0,1%	n.d.	n.d.	n.d.	5%
NU	1,8	0,1%	33 322	0,1%	n.d.	n.d.	n.d.	21%

Source : Statistique Canada

Tableau 2 : Dépenses en immobilisations et réparations par province – Valeur et part du total canadien (en millions de dollars) – 2009-2010

Province	Dépenses en immobilisations et réparations -extraction minière et extraction de pétrole et de gaz				Dépenses en immobilisation et réparations - fabrication			
	2009		2010		2009		2010	
	Valeur	Part (%)	Valeur	Part (%)	Valeur	Part (%)	Valeur	Part (%)
ON	2 005	4,3%	3 043	4,5%	9 695	43,4%	10 184	39,9%
QC	2 208	4,7%	3 084	4,6%	5 379	24,1%	5 881	23,1%
AB	28 146	59,9%	41 678	61,8%	2 615	11,7%	2 511	9,8%
CB	5 607	11,9%	8 763	13,0%	2 247	10,1%	2 684	10,5%
SK	5 336	11,3%	7 311	10,8%	925	4,1%	1 369	5,4%
MB	753	1,6%	1 429	2,1%	682	3,1%	711	2,8%
NÉ	709	1,5%	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	533	2,1%
NB	n.d.	n.d.	609	0,9%	703	3,1%	737	2,9%
TNL	1 534	3,3%	1 565	2,3%	n.d.	n.d.	856	3,4%
ÎPÉ	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	86	0,4%	47	0,2%
TNO	723	1,5%	n.d.	n.d.	1	0,0%	n.d.	n.d.
YK	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
NU	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0	0,0%	n.d.	n.d.
Total	47 020	100,0%	67 481	100,0%	22 333	100,0%	25 512	100,0%

Source : Statistique Canada